ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre des Finances, le 3 avril 1970, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal" n° 14, relatif aux cessions de bâtiments, effectuées dans les conditions prévues à l'article 8, §§ 2 et 3, du Code de la taxe sur la valeur ajoutée", a donné le 22 avril 1970 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 3e april 1970 door de Minister van Financiën verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit" nr. 14, met betrekking tot de vervreemdingen van gebouwen overeenkomstig het bepaalde in artikel 8, §§ 2 en 3, van het Wetboek van de belasting over de toegevoegde waarde", heeft de 22e april 1970 het volgend advies gegeven :

Article 1er.

Dans le § 1er, 1° et 2°, la cession de l'immeuble n'a pas lieu "avec" paiement de la taxe mais "contre" paiement du prix et de la taxe y afférente. Le texte gagnerait en clarté s'il suivait la rédaction des textes légaux, en employant les mots "avec application" au lieu de "avec payement".

Dans le § 1er, 1°, l'intention manifestée de céder la propriété immobilière en cause peut être limitée par le déclarant à une partie du bâtiment. Le texte devrait faire apparaître cette éventualité.

Articles 1er et 2.

L'article 2 prévoit qu'un des exemplaires de la déclaration de cession est remis au déclarant. Il serait utile de préciser que cet exemplaire est "revêtu d'une formule de réception".

Pour des raisons de sécurité juridique, le même procédé d'accusé de réception devrait être utilisé en ce qui concerne la déclaration d'intention prévue par l'article 1er, § 1er, 1°.

Le projet précise que les déclarations prévues par les articles 1er et 2 sont faites sur une formule fournie par l'administration. Le modèle de celle-ci n'est pas annexé au projet d'arrêté royal. L'administration entend ainsi conserver la possibilité de la modifier sans formalité

.../...

Il est à remarquer que généralement les modèles des documents administratifs dont l'usage est imposé sont annexés aux dispositions réglementaires, approuvés, signés et publiés comme ces dispositions. Ce procédé a pour effet de donner à ces modèles une valeur juridique qui implique l'obligation d'établir les documents requis sur des formulaires conformes aux modèles approuvés. Cette méthode a été suivie à l'article 16 de l'arrêté royal n° 1 du 23 juillet 1969 relatif aux mesures tendant à assurer le paiement de la taxe sur la valeur ajoutée.

Dans le projet , l'absence de modèle annexé laisse ouvert le problème de la validité d'une déclaration qui serait faite sur un formulaire périmé ou sur papier libre.

La publication des modèles aurait l'avantage d'empêcher toute accusation d'arbitraire dirigée contre l'administration par des assujettis qui estimeraient que les questions qui leur sont posées sortent du champ d'application de la T.V.A.

Article 3.

Les trois alinéas de cet article ne traitant pas d'objets de nature différente, il n'est pas requis d'en faire trois paragraphes distincts.

L'alinéa 1er serait plus clairement rédigé s'il y était écrit : " ... les taxes grevant ou ayant grevé ...", à l'instar de l'article 45, § 1er, du Code.

Article 4.

Le pouvoir attribué au Ministre des Finances par le § 2, alinéa 4, ayant un caractère accessoire et de détail, ne dépasse pas les limites des délégations permises, mais comme ce pouvoir est de nature réglementaire, il ne peut pas être délégué à un fonctionnaire.

*
* *

Dans les articles 1er, 2 et 4, il est prévu que les déclarations et demandes seront introduites auprès du "chef de l'office de contrôle dans le ressort duquel il (l'assujetti) a son domicile ou son siège social".

On peut penser que les assujettis ne pourront pas nécessairement connaître et atteindre le chef de l'office et pourraient être amenés à s'adresser à l'employé du guichet. Pour éviter un excès de formalisme, il est proposé de prévoir que les déclarations et demandes seront déposées à l'office de contrôle dont l'assujetti relève, en s'inspirant du texte de l'article 16, alinéa 1er, de l'arrêté royal n° 1 du 23 juillet 1969 précité.

*
* *

Compte tenu des observations qui précèdent, le texte suivant, qui comporte quelques améliorations de forme, est proposé pour le projet :

"Article 1er.

§ 1er. La personne qui ... (texte du projet) ... le premier enrôlement au précompte immobilier de ce bâtiment a, pour cette cession, la qualité d'assujetti, à condition :

.../...

1° qu'avant tout acte de cession, elle dépose à l'office de contrôle dont elle relève, une déclaration établie en double exemplaire sur un formulaire délivré par l'administration, dans laquelle elle manifeste son intention de céder, en tout ou en partie, la propriété de ce bâtiment avec application de la taxe sur la valeur ajoutée;

2° qu'elle informe l'acquéreur de son intention d'effectuer la cession avec application de la taxe, par une mention insérée dans le premier acte qui forme, entre eux, titre de la cession.

§ 2. La personne qui a acquis avec application de la taxe un bâtiment ... (comme au projet) ...

Article 2.-

Pour assurer le payement de la taxe dont il est redevable, l'assujetti visé à l'article 1er, §§ 1er et 2, doit, pour chaque cession, déposer à l'office de contrôle dont il relève une déclaration établie en triple exemplaire sur un formulaire délivré par l'administration.

L'obligation de déposer ... (comme au projet) ...

La taxe doit être acquittée ... (comme au projet)...

Article 3.-

Un des exemplaires des déclarations prévues aux articles 1er et 2, revêtu d'une formule de réception, est remis à l'assujetti.

.../...

1° qu'avant tout acte de cession, elle dépose à l'office de contrôle dont elle relève, une déclaration établie en double exemplaire sur un formulaire délivré par l'administration, dans laquelle elle manifeste son intention de céder, en tout ou en partie, la propriété de ce bâtiment avec application de la taxe sur la valeur ajoutée;

2° qu'elle informe l'acquéreur de son intention d'effectuer la cession avec application de la taxe, par une mention insérée dans le premier acte qui forme, entre eux, titre de la cession.

§ 2. La personne qui a acquis avec application de la taxe un bâtiment ... (comme au projet) ...

Article 2.-

Pour assurer le payement de la taxe dont il est redevable, l'assujetti visé à l'article 1er, §§ 1er et 2, doit, pour chaque cession, déposer à l'office de contrôle dont il relève une déclaration établie en triple exemplaire sur un formulaire délivré par l'administration.

L'obligation de déposer ... (comme au projet) ...

La taxe doit être acquittée ... (comme au projet)...

Article 3.-

Un des exemplaires des déclarations prévues aux articles 1er et 2, revêtu d'une formule de réception, est remis à l'assujetti.

.../...

L'assujetti relève de l'office de contrôle dans le ressort duquel il a son domicile ou son siège social.

Article 4.-

L'assujetti visé à l'article 1er, §§ 1er et 2, peut déduire de la taxe due sur la cession, les taxes grevant ou ayant grevé les opérations tendant ou concourant à l'érection du bâtiment cédé ou relatives à l'acquisition de ce bâtiment.

Par dérogation à l'article 2 de l'arrêté royal n°3 du 10 décembre 1969, le droit à déduction concernant les taxes payées ou dues avant le moment fixé à l'article 2, alinéa 2, ne prend naissance qu'à ce moment.

Pour exercer son droit à déduction ... (la suite comme au projet)...

Article 5.-

... (comme à l'article 4 du projet, sous réserve d'écrire :

- au § 1er, alinéa 1er : ... "le montant total des taxes pour lesquelles le droit à déduction est né ... ";
- au § 2, alinéa 2 : ..."une demande auprès de l'office de contrôle dont il relève";
- au § 2, alinéa 4 : ..."Le Ministre des Finances détermine les documents à produire par l'assujetti").

Articles 6 et 7.

... (comme les articles 5 et 6 du projet) ... ".

Artikel 1.

In verband met de Franse tekst van § 1, 1° en 2°, moge worden opgemerkt dat het gebouw niet wordt vervreemd "avec paiement de la taxe", maar "contre paiement du prix et de la taxe y afférente". De tekst zou duidelijker zijn indien hij, zoals de Nederlandse versie, de redactie van de wetteksten volgde, namelijk met gebruikmaking van de woorden "avec application" in plaats van "avec payement".

Met betrekking tot § 1, 1°, zij opgemerkt dat de aangever ook de bedoeling kan hebben het gebouw slechts ten dele te vervreemden. Die mogelijkheid zou in de tekst tot uiting moeten komen.

Artikelen 1 en 2.

Artikel 2 bepaalt dat een exemplaar van de aangifte van vervreemding aan de aangever wordt teruggegeven. Het ware nuttig te bepalen dat daarop een ontvangstmelding wordt aangebracht.

Ter wille van de rechtszekerheid zou dezelfde ontvangstmelding moeten worden gebruikt voor de verklaring van intentie, bedoeld in artikel 1, § 1, 1°.

Het ontwerp bepaalt dat de verklaringen en de aangiften bedoeld in de artikelen 1 en 2 worden gedaan "op een door de administratie verstrekt formulier". Het model daarvan is echter niet bij het ontwerp-koninklijk besluit gevoegd. Zo wil de administratie de mogelijkheid behouden het zonder formaliteiten te wijzigen. Op te merken valt dat de modellen van administratieve stukken waarvan het gebruik is voorgeschreven, in de regel bij de verordeningsbepalingen gevoegd en, zoals die bepalingen zelf, goedgekeurd, ondertekend en

.../...

bekendgemaakt worden. Hierdoor krijgen die modellen een rechtswaarde die impliceert dat de voorgeschreven stukken moeten worden opgemaakt op formulieren die met de goedgekeurde modellen overeenstemmen. Die methode is toegepast in artikel 16 van het koninklijk besluit nr. 1 van 23 juli 1969 met betrekking tot de regeling voor de voldoening van de belasting over de toegevoegde waarde.

Aangezien bij het onderhavige ontwerp geen model gevoegd is, blijft de vraag open of een verklaring of een aangifte op een vervallen formulier of op ongezegeld papier geldig is.

Bekendmaking van de modellen zou het voordeel hebben dat de administratie niet van willekeur kan worden beschuldigd door belastingplichtingen, die van mening mochten zijn dat de hun gestelde vragen buiten de werkingssfeer van de B.T.W. vallen.

Artikel 3.

De drie alinea's van dit artikel handelen niet over verschillende onderwerpen; zij hoeven dan ook geen drie afzonderlijke paragrafen te vormen.

De Franse tekst van het eerste lid zou duidelijker zijn indien het als volgt werd geredigeerd : "... les taxes grevant ou ayant grevé ...", naar het voorbeeld van artikel 45, § 1,van het Wetboek.

Artikel 4.

De bevoegdheid welke § 2, vierde lid, aan de Minister van Financiën verleent, betreft slechts bijkomstigheden en detailkwesties en treedt niet buiten de grenzen van de geoorloofde bevoegdheidsopdrachten, maar wegens haar verordenend karakter mag ze niet aan een ambtenaar worden opgedragen

*
* *

In de artikelen 1, 2 en 4 is bepaald dat de verklaringen, aangiften en aanvragen moeten worden ingediend "bij het hoofd van het controlekantoor in het ambtsgebied waarvan hij (de belastingplichtige) zijn woonplaats of zijn maatschappelijke zetel heeft".

Het is denkbaar dat de belastingplichtigen het "hoofd van het kantoor" niet altijd kennen of kunnen bereiken en dat zij op de loketbediende aangewezen zullen zijn. Om een overdreven formalisme tegen te gaan, wordt voorgesteld te bepalen dat de verklaringen, aangiften en aanvragen moeten worden ingediend bij het controlekantoor waaronder de belastingplichtige ressorteert ; hierbij kan worden uitgegaan van de tekst van artikel 16, eerste lid, van het hiervorenvermelde koninklijk besluit nr. 1 van 23 juli 1969.

*
* *

Met inachtneming van deze opmerkingen wordt voor het ontwerp de volgende tekst voorgesteld, waarin ook enkele vormverbeteringen zijn aangebracht :

"Artikel 1.-

§ 1. Hij die ..., op voorwaarde dat hij :

1° vóór enige akte van vervreemding, bij het controlekantoor waaronder hij ressorteert een verklaring indient waarin hij het voornemen te kennen geeft dat gebouw geheel of ten dele te vervreemden, met betaling van de belasting over de toegevoegde waarde. De verklaring wordt in tweevoud gesteld op een door de administratie verstrekt formulier ;

.../...

2° de verkrijger op de hoogte brengt van zijn bedoeling de vervreemding te doen met betaling van de belasting, door middel van een vermelding in de eerste akte die tussen hen titel van de vervreemding vormt.

§ 2. Hij die met betaling van de belasting een gebouw heeft verkregen en het uiterlijk op ... (zoals in het ontwerp) .

Artikel 2.-

Met het oog op de voldoening van de door hem verschuldigde belasting moet de in artikel 1, §§ 1 en 2, bedoelde belastingplichtige voor elke vervreemding, bij het controlekantoor waaronder hij ressorteert, een aangifte indienen. De aangifte wordt in drievoud gesteld op een door de administratie verstrekt formulier.

De verplichting tot indiening ... (zoals in het ontwerp) .

De belasting moet worden voldaan ... (zoals in het ontwerp) .

Artikel 3.-

Een exemplaar van de verklaring en van de aangifte bedoeld in de artikelen 1 en 2, wordt met een ontvangstmelding bekleed en aan de belastingplichtige teruggegeven.

De belastingplichtige ressorteert onder het controlekantoor in het ambtsgebied waarvan hij zijn woonplaats of zijn maatschappelijke zetel heeft.

.../...

Artikel 4.-

Op de belasting die ter zake van ... (ontwerp, artikel 3, § 1).

Ten aanzien van de belasting die betaald of verschuldigd is vóór het in artikel 2, tweede lid, bepaalde tijdstip, ontstaat het recht van aftrek, in afwijking van artikel 2 van het koninklijk besluit nr. 3 van 10 december 1969, eerst op dat tijdstip.

Om zijn recht op aftrek te kunnen uitoefenen ...(zoals artikel 3, § 3, van het ontwerp).

Artikel 5.-

... (zoals artikel 4 van het ontwerp, met dien verstande dat wordt gelezen :

- in § 1, eerste lid (Franse tekst) : "... le montant total des taxes pour lesquelles le droit à déduction est né ..." ;
- in § 2, tweede lid : "... een aanvraag indienen bij het controlekantoor waaronder hij ressorteert" ;
- in § 2, vierde lid : "De Minister van Financiën bepaalt welke stukken de belastingplichtige moet voorleggen").

Artikelen 6 en 7.-

... (zoals de artikelen 5 en 6 van het ontwerp) ...

La chambre était composée de		De kamer was samengesteld uit	
Messieurs : de Heren :	G. VAN BUNNEN,	conseiller d'Etat, staatsraad,	président, voorzitter,
	J. MASQUELIN,	conseillers d'Etat,	
Madame : Mevrouw :	G. CISELET,	staatsraden,	
Messieurs : de Heren :	R. PIRSON,	assesseurs de la section de législation,	
	F. RIGAUX,	bijzitters van de afdeling wetgeving,	
	M. JACQUEMIJN,	greffier adjoint, adjunct-griffier,	greffier. griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. G. VAN BUNNEN.

Le rapport a été présenté par M. G. PIQUET, substitut de l'auditeur général.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. G. VAN BUNNEN.

Het verslag werd uitgebracht door de H. G. PIQUET, substituut-auditeur-generaal.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s) M. JACQUEMIJN.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s) G. VAN BUNNEN.